

# Où sont situées les « activités » dans les comptes nationaux ?

## Le cas des entreprises multinationales

François Lequiller

Par définition, les comptes nationaux sont conçus pour compiler des agrégats « nationaux », et en particulier pour donner une estimation globale de la « production nationale », le célèbre PIB.

Ainsi, savoir où se situe la production est une question fondamentale dans le Système de comptabilité nationale (SCN). Pendant longtemps, la réponse à cette question était assez évidente<sup>145</sup>. Cela devient moins évident avec les multinationales (MMEs) qui fonctionnent sur une base mondiale.

On ne peut pas considérer les MMEs comme de grandes sociétés générant de la production dans un même endroit et disposant d'une série de filiales commerciales dans de nombreux pays qui vendent les produits. Ce serait trop simple. Aujourd'hui, une MME est organisée comme l'était à l'époque une vieille grande entreprise nationale dans son propre pays (il suffit de remplacer « région » par « pays ») : sa Direction Générale est centralisée dans une ville/pays, son département R&D dans un autre département/pays, son service informatique dans une autre région/pays, son unité financière et juridique dans un autre endroit/pays, et elle possède en outre de nombreuses filiales commerciales dans de nombreux pays, etc.

Mettant de côté pour l'instant toute volonté d'optimisation fiscale, cette organisation internationale explique pourquoi la productivité des MMEs est élevée. Elles profitent de l'avantage comparatif de tous les sites : les chercheurs sont dans la *Silicon Valley*, où leur R&D y est produite ; les travailleurs à bas coûts se situent en Chine ou au Vietnam, où sont situées leurs usines ; Londres est une grande place financière, leurs départements juridique et financier y sont donc implantés, etc. À l'heure de l'Internet, des téléphones et des *Emails*, des services de transport extraordinairement efficaces, cela ne pose aucun problème et au final, les clients en bénéficient.

---

<sup>145</sup> Dans les comptes « nationaux », moins dans les comptes « régionaux ». En effet, les problèmes posés par les MMEs au niveau international sont exactement les mêmes que ceux posés par les grandes sociétés nationales ayant des unités dans plusieurs régions d'un même pays. Ainsi, les questions abordées dans ce document sont des questions auxquelles les comptables régionaux ont été confrontés depuis des décennies....

Mais quand on y ajoute l'optimisation fiscale, cela complique sérieusement la situation : cela induit des prix de transfert artificiels et la création de nombreuses unités intermédiaires sans employés (appelées « entités à vocation spéciale »). Lorsque vous ajoutez également du capital immatériel (R&D, logiciels, brevets, etc.) dans la production de biens et services modernes, et sa formidable capacité à se situer dans n'importe quel endroit par un clic de souris, la réponse à la question fondamentale formulée au premier paragraphe devient plus difficile.

Certains statisticiens / économistes en déduisent que les comptes nationaux sont morts. Avec les MMEs, les frontières nationales n'ont plus de sens. Aujourd'hui, la production se situe à l'échelle « du monde » et non pas dans tel ou tel pays. Optons pour une comptabilité mondiale, et non plus nationale.

Mais ce n'est pas une réponse satisfaisante.

Parce qu'il n'y a pas de gouvernance mondiale. Nous restons avec des gouvernements nationaux, élus par les nations, et ces gouvernements et leurs circonscriptions électorales ont besoin d'agrégats nationaux pour comprendre à quel stade ils en sont et où ils vont. Ainsi les comptes nationaux ne peuvent pas renoncer. Ils doivent apporter une réponse au niveau national.

Une bonne réponse est possible avec quelques clarifications, investissement dans les données et quelques hypothèses.

\*\*\*

Afin de répondre à la question posée dans le titre de ce document, définissons d'abord ce que l'on entend par « activité ». Pour un compte national, ce mot se traduit par le terme « production » (ou « output »).

Une formulation plus précise de la question fondamentale est donc la suivante: « *Où se situe la production dans les comptes nationaux ?* ». C'est une précision importante (voir l'encadré 1 sur les ventes et la production).

Quand vous parlez de « production », vous pensez « fonction de production ».

(1)  $P = f(L, K, IC)$  signifie que la Production est fonction du Travail, du Capital et des Consommations Intermédiaires.

La plupart des comptes nationaux traduiront ceci dans l'équivalence :

(2)  $VA = g(L, K)$  signifie que la Valeur Ajoutée (égale à  $P - IC$ ) est une fonction du Travail et du Capital.

Ici, il faut avoir en mémoire que le PIB est simplement la somme des Valeurs Ajoutées.

Quelle que soit sa version (production ou valeur ajoutée en tant que partie gauche de l'équation), il est important de garder à l'esprit la fonction de production, qui est par définition fortement liée à la localisation géographique de la production. En d'autres termes, dans les comptes nationaux, l'emplacement de la production (ou de la Valeur Ajoutée) est lié à la localisation du Travail et du Capital qui sont les intrants de la fonction de production.

Dans une vieille vision de la production du XIXe siècle, les gens avaient en tête une usine dans laquelle vous aviez des ouvriers travaillant sur des machines, transformant des produits bruts en produits finis. La localisation de cette production est évidente : elle est là où se trouvent les travailleurs, et comme les ouvriers travaillent sur les machines, c'est aussi là où se trouvent les machines.

Une telle image s'applique aussi à d'autres situations. Par exemple, la production de services de commerce de détail a lieu dans les locaux du supermarché et les travailleurs sont les caissiers (et la direction) du supermarché. Certaines autres activités productives sont moins faciles à localiser et nécessitent certaines conventions. Par exemple, où la production des compagnies aériennes a-t-elle lieu ? Dans ce cas, le travailleur et le capital (l'avion) bougent constamment... Mais mettons de côté ce cas particulier.

À ce stade, nous pouvons conclure qu'il existe un lien étroit entre la localisation des travailleurs et le lieu de production. Et, mis à part le cas des travailleurs mobiles, en général les travailleurs peuvent être rattachés à un lieu géographique.

Mais qu'en est-il du capital ? Quand le capital est une grosse machine physique, elle doit être quelque part. En général, les travailleurs travaillent avec la machine. Excepté les nouvelles situations technologiques (robots commandés à distance<sup>146</sup>), il existe

---

<sup>146</sup> Une question à 1 000 dollars : les satellites sont des machines, ils sont commandés à distance. Ils desservent des millions de clients avec des chaînes de télévision. Où est l'emplacement de la production de leur service ? Réponse : où les travailleurs qui commandent les satellites sont... Les comptes nationaux doivent être pragmatiques... Les humains l'emportent sur les robots...

également un lien entre la localisation du capital tangible et la localisation de la production.

Cependant, les choses deviennent plus complexes maintenant que nous avons de plus en plus de capital immatériel. À l'instar du docteur Spock, il a cette fantastique capacité de pouvoir être transmuté en un clic d'un endroit à l'autre et à un coût nul. Il a aussi la capacité d'être présent simultanément en des millions d'endroits (par exemple Windows est physiquement présent dans des millions d'ordinateurs...).

Eh bien, quelle que soit la complexité, les comptables nationaux ont déjà dû se mettre d'accord sur des conventions implicites liées à la fonction de production ci-dessus, car c'est la référence la plus pertinente pour la localisation de la valeur ajoutée.

Prenons un exemple concret, que nous développerons progressivement.

### **I. Exemple d'un processus de production particulier - pas de MME, pas d'optimisation fiscale**

À ce stade du raisonnement, oublions la question de l'optimisation fiscale, et en particulier des prix de transfert artificiels. Nous y reviendrons plus tard.

Imaginons une entreprise aux États-Unis. L'entreprise n'est pas une multinationale. La direction, 100 personnes, est à New York. La société développe des logiciels. Son unité de R&D, 1 000 employés spécialisés très bien rémunérés, est dans la Silicon Valley en Californie. Ils produisent un logiciel original appelé MAGIC. Le logiciel est vendu *via* des CD-Roms produits par une entreprise chinoise située près de Shanghai, en Chine. La direction de cette société organise la commercialisation de ces CD-Roms dans le monde entier, en les vendant à 600 détaillants locaux à travers le monde.

1. Dans ce cas, qu'est-ce que la production et où est-elle localisée dans les comptes nationaux ?
2. Dans les comptes nationaux, on enregistre la production du logiciel original MAGIC distinctement des copies. Cette production a évidemment lieu en Californie. Cette production est donc incluse dans le PIB américain (plus précisément dans le PIB régional de Californie). Comme ce logiciel original n'est pas vendu (il s'agit d'une production pour compte propre de capital), il faut faire une estimation de sa valeur. Sa valeur est estimée par la somme des coûts (essentiellement la rémunération du

personnel de la *Silicon Valley*) plus une majoration correspondant au bénéfice estimé à réaliser sur ce capital. Supposons que la production et la valeur ajoutée soient égales à 10 000 (dans notre exemple simplifié, les développeurs de logiciels ne travaillent qu'avec leur cerveau : il n'y a pas de consommation intermédiaire)<sup>147</sup>.

3. La production de l'usine chinoise est estimée égale aux milliers de CD-Rom produits qui sont ensuite exportés dans le monde entier. La valeur ajoutée en Chine est égale à la production évaluée au prix départ usine moins les consommations intermédiaires. Quelles sont les consommations intermédiaires des CD-Roms ? Bien sûr, elles comprennent la matière (plastique ?) dont sont constitués les CD-Roms. Mais c'est négligeable. La consommation intermédiaire vraiment significative correspond à la valeur de la copie de l'original qui est incorporée dans le CD-Rom. Supposons que la production (valeur des exportations de la société chinoise) soit de 6 000. La valeur ajoutée dépend de la valeur de cette consommation intermédiaire.
4. Mais qui a produit cette consommation intermédiaire ? Dans le cadre de cet exemple simple, la société américaine doit avoir vendu à la société chinoise une licence de reproduction de MAGIC sur CD-Roms. Ainsi, en plus de la production du logiciel d'origine, la société américaine a « produit » une licence pour reproduire MAGIC qui a été achetée par la société chinoise, par exemple au prix de 5 000. Cette production est enregistrée séparément dans les comptes nationaux, et se cumule à la production de l'original. Ainsi, globalement la production de la société américaine est de 15 000, 10 000 en compte propre FBCF et 5 000 en tant qu'exportation de licences (classées en tant qu'exportation de services). Supposons que la direction à New York ne valorise pas de consommations intermédiaires.
5. Sachant que la société chinoise a acheté cette licence à 5 000, et supposant qu'elle a pleinement exploité la licence au cours de la période, sa valeur ajoutée est égale à 1 000 (6000-5000).
6. Supposons que chacun des 600 détaillants à travers le monde reçoit un CD-Rom au prix de 10, et vend le CD Rom au prix de 15. Leur valeur ajoutée est donc de 5 par CD-Rom.

---

<sup>147</sup>Il est important de noter ici que cette valeur ajoutée pour compte propre n'est pas imposable. Elle ne génère pas de tels bénéfices dans les comptes de l'entreprise. Elle est ignorée dans les déclarations de revenus. Seuls les bénéfices des ventes sont imposables.

Comme on peut le voir dans cet exemple, la production du logiciel original a été enregistrée aux États-Unis, en respectant la localisation des travailleurs; la production de la licence a été enregistrée aux États-Unis en respectant l'emplacement de la production du logiciel original; la production de CD-Roms a été enregistrée en Chine, en respectant l'emplacement des travailleurs et des machines pour produire les CD-Roms; et la production de détaillants dans chaque pays correspond à l'emplacement physique des détaillants.

En résumé :

- Valeur ajoutée aux États-Unis : 15 000
- Valeur ajoutée en Chine : 1 000
- Valeur ajoutée des pays correspondants aux clients finaux =  $5 * 600 = 3 000$
- Valeur ajoutée mondiale : 19 000.

Cette valeur ajoutée mondiale et sa décomposition constitueront nos comptes de référence.

## **II. Le processus est organisé au sein d'une MME - pas d'optimisation fiscale complexe**

Imaginons maintenant que la société américaine est une multinationale qui possède l'usine chinoise. En principe, les concepts de comptabilité nationale doivent être robustes vis-à-vis de l'organisation institutionnelle des entreprises. Vérifions cela.

Puisque l'usine appartient à l'entreprise américaine, il peut être tentant de ne pas évaluer la licence d'utilisation de MAGIC dans le cas de l'usine chinoise. En effet, il s'agit d'une transaction interne au sein d'une même entité, la MME. Pourquoi s'embarrasser d'une licence interne ?

Par rapport à la situation précédente, les 5 000 de la production aux États-Unis disparaissent. Où réapparaissent-ils ? En Chine, bien sûr, dans la mesure où la consommation intermédiaire pour la production des CD-Roms a été considérablement réduite.

Sans autres ajustements, nous avons donc les comptes nationaux suivants :

- Valeur ajoutée aux États-Unis : 10 000
- Valeur ajoutée en Chine : 6 000
- Valeur ajoutée des pays correspondants aux clients finaux =  $5 * 600 = 3 000$
- Valeur ajoutée mondiale : 19 000.

La valeur ajoutée mondiale reste la même tandis que la valeur a été transférée artificiellement des États-Unis vers la Chine.

Cette situation n'est pas acceptable pour les comptes nationaux, car la fonction de production aux USA ne correspond plus à celle attendue. Le capital de la société américaine, la MAGIC originale, ne génère aucune production.

Il est donc essentiel que les comptes nationaux corrigent cela en estimant la valeur de la licence sous-évaluée et en ajustant le PIB américain à la hausse. De même, la valeur ajoutée en Chine est surestimée et devrait être revue à la baisse.

Après ces ajustements, il convient de récupérer la ventilation de la valeur ajoutée totale présentée dans le premier cas.

### **III. Le processus est organisé dans le cadre d'une MME - optimisation fiscale complexe**

Supposons maintenant que la multinationale possède un bon service Fiscalité, conscient de toutes les opportunités fiscales. La multinationale crée une entité *ad-hoc* au Luxembourg, dans le but de minimiser sa valeur ajoutée aux États-Unis et en Chine.

La filiale luxembourgeoise n'aura aucun salarié (sauf un portier...) mais aura la propriété de MAGIC et recevra ainsi le paiement de la licence pour l'utiliser. Comme l'unité du Luxembourg est interne à la MME, cette dernière aura la tentation de sous-évaluer la valeur de la vente de MAGIC au Luxembourg. Supposons un prix défini à zéro. Au contraire, pour faire apparaître le bénéfice au Luxembourg, cela reviendra à fixer un prix élevé pour la licence vendue par le Luxembourg à la Chine.

Sans aucun ajustement supplémentaire, nous avons donc les comptes nationaux suivants :

- Valeur ajoutée aux États-Unis : 10 000
- Valeur ajoutée en Chine : 1 000
- Valeur ajoutée au Luxembourg : 5 000
- Valeur ajoutée des pays correspondants aux clients finaux =  $5 * 600 = 3 000$
- Valeur ajoutée mondiale : 19 000.

Une fois de plus, la valeur ajoutée mondiale reste inchangée, mais sa répartition par pays est différente. La valeur ajoutée aux États-Unis et en Chine a été artificiellement transférée au Luxembourg.

Une fois de plus, cette situation n'est pas acceptable pour les comptes nationaux, car la fonction de production aux USA ne correspond plus à celle attendue. Le capital de la société américaine, la MAGIC originale, ne génère aucune production.

Il est donc essentiel que les comptes nationaux corrigent cela, estiment la valeur de la licence sous-évaluée et ajustent le PIB américain à la hausse. De même, la valeur ajoutée au Luxembourg est surestimée et devrait être revue à la baisse.

Une fois de plus, après ces ajustements, on devrait retrouver la répartition de la valeur ajoutée totale présentée dans le premier cas.

#### **IV. Le processus est organisé dans le cadre d'une MME - optimisation fiscale complexe plus les ventes par Internet**

Combinons maintenant la version précédente avec le fait que, étant immatériel, le contenu des CD-Roms n'a pas besoin d'être vendu par CD-Rom, mais directement en téléchargeant MAGIC sur Internet, au prix de 15. En d'autres termes, la multinationale n'a pas à passer par les détaillants et il n'y a pas d'usine en Chine.

Sans aucun ajustement supplémentaire, nous avons donc les comptes nationaux suivants :



- Valeur ajoutée aux États-Unis : 14 000
- Valeur ajoutée en Chine : 0
- Valeur ajoutée au Luxembourg : 5 000
- Valeur ajoutée des pays correspondants aux clients finaux = 0
- Valeur ajoutée mondiale : 19 000.

La valeur ajoutée aux États-Unis est augmentée des ventes directes ( $15 * 600 = 9\ 000$ ) mais diminuée de la consommation intermédiaire payée au Luxembourg (5 000).

Ce dernier exemple montre que l'emplacement des ventes (c'est-à-dire l'emplacement du client) ne détermine pas du tout l'emplacement de la valeur ajoutée (voir l'encadré 1 ci-dessous). Si, dans le cas III, il y avait une valeur ajoutée dans chaque pays client, ce n'est pas à cause de l'emplacement des clients, mais à cause de l'emplacement des détaillants. Avec le téléchargement sur Internet, il n'y a plus de détaillants, donc plus de valeur ajoutée dans ces pays.

Une fois de plus, cette ventilation de la valeur ajoutée mondiale constante ne devrait pas être acceptable pour les comptables nationaux. Les données devraient être ajustées pour obtenir :

- Valeur ajoutée aux États-Unis : 19 000
- Valeur ajoutée en Chine : 0
- Valeur ajoutée au Luxembourg : 0
- Valeur ajoutée des pays correspondants aux clients finaux = 0
- Valeur ajoutée mondiale : 19 000.

### **Encadré 1 - Les ventes ne déterminent pas l'emplacement de la production.**

Dans les comptes nationaux, les ventes (c'est-à-dire le chiffre d'affaires) sont utilisées pour établir le chiffre de la production, mais les ventes ne déterminent pas le lieu de production. Laissez-nous vous expliquer :

Dans les comptes nationaux, la production (et, ainsi, la valeur ajoutée) est obtenue, pour un producteur du secteur marchand, comme la somme de ses ventes et de ses variations de stocks de produits finis. Ce dernier élément reflète la différence dans les comptes nationaux entre « production » et « ventes »<sup>148</sup>. Mais ce n'est pas au centre de nos préoccupations.

Ce qui est important à retenir, c'est que les ventes servent en effet à mesurer la production et la valeur ajoutée dans les comptes nationaux. Cependant, les ventes ne déterminent pas la localisation de la valeur ajoutée. La localisation de la valeur ajoutée est basée sur les deux facteurs mentionnés dans le texte principal : le travail et le capital.

L'exemple IV du texte principal illustre ceci : ce n'est pas parce que la société américaine vend directement des copies de MAGIC à de nombreux pays via le téléchargement sur Internet qu'elle crée de la valeur ajoutée dans ces pays. Dans ce cas, la valeur ajoutée reste aux États-Unis (où le capital est situé - la MAGIC d'origine - et où les travailleurs - ceux qui gèrent le site Web à partir duquel les clients étrangers peuvent télécharger).

---

<sup>148</sup> Le concept de production n'existe pas dans la comptabilité d'entreprise. C'est l'une des différences entre les comptes nationaux et la comptabilité d'entreprise.